



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET D'INDRE ET LOIRE

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement Centre

Unité territoriale d'Indre et Loire

Parçay Meslay, le 29 AOUT 2014

Le Directeur Régional

à

Monsieur le Préfet d'Indre-et-Loire

Bureau de l'Aménagement du Territoire et
des Installations Classées

37925 TOURS Cedex 9

**RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES
A MONSIEUR LE PREFET D'INDRE-ET-LOIRE**

Objet : Mise en place de garanties financières pour la mise en sécurité des Installations
Etablissement : SEYFERT PAPER Avenue Monseigneur ROMERO 37160 DESCARTES

1. CONTEXTE REGLEMENTAIRE

L'alinéa 5 de l'article R. 516-1 du code de l'environnement soumet certaines catégories d'installation à garanties financières pour la mise en sécurité lors de la mise à l'arrêt définitif depuis le 1er juillet 2012. Cette disposition vise à permettre de réaliser dans des conditions satisfaisantes le retrait des déchets et/ou des produits dangereux, l'élimination des risques d'incendie et d'explosion, la clôture des installations pour éviter tout risque pour les personnes et l'environnement et éventuellement la surveillance des milieux (eaux souterraines) en cas de pollution.

Un délai d'application du décret de deux ans à compter de la date d'exigibilité de ces garanties financières a été accordé pour les installations existantes afin de permettre aux exploitants d'anticiper ces obligations. Ce délai doit être mis à profit pour anticiper les échéances prévues à l'article R516-5-1.

Il appartient aux exploitants concernés de calculer le montant de la garantie à retenir en fonction des opérations de mise en sécurité qui seront à réaliser lors de la mise à l'arrêt des installations.



2. PRESENTATION DE L'ETABLISSEMENT

Raison sociale : SEYFERT PAPER

Siège social : Avenue Monseigneur ROMERO 37160 DESCARTES

Adresse de l'établissement : Avenue Monseigneur ROMERO B.P. 19 37160 DESCARTES

Activité principale : Fabrication de papier

3. CALCUL DES GARANTIES FINANCIERES

La société SEYFERT PAPER est autorisée par arrêté préfectoral n°17660 du 17 mai 2005 à exercer une activité de fabrication de papier destiné à être transformé en carton ondulé.

Conformément à l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution des garanties financières, elle est concernée par les rubriques suivantes.

Rubrique ICPE	Libellé des rubriques/alinea
2430-2	Préparation de la pâte à papier ; pâte autre que chimique, y compris le désencrage des vieux papiers
2440	Fabrication de papier ; 600 t/jour en moyenne, 750 t/jour au maximum
2714-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers-cartons, le volume susceptible d'être présent étant de 19 400 m ³
2910-A-1	Combustion ; deux chaudières consommant du gaz naturel, la puissance thermique maximale étant de 23,2 MW + 19,7 MW, soit 42,9 MW au total
2910-B	Combustion ; 1 chaudière consommant du biogaz, la puissance thermique maximale étant de 4,09 MW

Les activités connexes aux installations précitées sont également visées. On entend par installation connexe toutes les installations qui sont nécessaires au fonctionnement de l'installation soumise à garanties financières en intégrant les déchets de toutes natures ou les produits dangereux générés et utilisés par l'installation. Sont notamment visés :

- Installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air ; 4 tours aéroréfrigérantes, les puissances thermiques évacuées maximales étant respectivement de 387 kW, 1977 kW, 2557 kW et 1977 kW,
- Stockage de 542 m³ de fioul lourd et 23,5 m³ de fioul domestique, la capacité équivalente totale étant de 40,8 m³,
- Dépôt de papiers, le volume susceptible d'être stocké étant de 7 000 m³.

Par courrier du 20 décembre 2013, la société SEYFERT PAPER a fourni un calcul du montant de la garantie financière applicable dont le montant s'élève à : **266 824,83 € TTC**.

4. AVIS DU SERVICE INSTRUCTEUR

Après examen par la DREAL et compte tenu des compléments apportés par l'exploitant en date du 6 mars 2014, ce calcul est considéré comme conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines et à celles de la note DGPR référencée BSSS/2013-265/EF du 20 novembre 2013.

Le montant des garanties financières ainsi calculées s'élève à 266 837,17 euros TTC.

Certaines données qui encadrent ce calcul doivent être désormais prises en compte dans les prescriptions préfectorales, et concernant :

- le taux de TVA applicable qui est de 20% ;
- la dernière valeur de l'indice public TP01 de 700,3 (indice de février 2014).

De même, la quantité de déchets et de produits dangereux entreposés sur le site n'étant pas fixée dans les dispositions préfectorales actuelles, celle-ci est reprise dans le projet d'arrêté préfectoral complémentaire conformément aux dispositions du paragraphe V.B de l'annexe I de la note DGPR du 20 novembre 2013 précitée.

Type de déchets	Quantité maximale stockée sur le site
Déchets non dangereux	<ul style="list-style-type: none"> • 80 tonnes de refus séparés mécaniques provenant du recyclage de déchets de papier et de carton ; • 44 tonnes de refus fibreux, boues de fibres, de charge et de couchage provenant d'une séparation mécanique ; • 500 tonnes de boues provenant du traitement in situ des effluents
Produits et déchets dangereux	<ul style="list-style-type: none"> • 35 m³ d'agent de collage « BASOPLAST 285 S » soit 36,1 tonnes • 25 m³ de coagulant « PAX 18 » soit 33,5 tonnes • 20 m³ de javel pour le traitement bloode soit 24,8 tonnes • 4 m³ d'acide chlorhydrique pour la régénération des résines soit 4,7 tonnes • 4 m³ de lessive de soude 30 % pour la régénération des résines soit 5,3 tonnes • 16 m³ de nutriment STEP « ALCALI » soit 14,2 tonnes • 6 m³ de nutriment STEP « ACIDE PHOSPHORIQUE » soit 9,8 tonnes • 12 m³ de fuel domestique pour la chaufferie soit 10,1 tonnes • 6,5 m³ de fuel domestique pour l'atelier (2 réservoirs) soit 5,5 tonnes • 5 m³ de GNR pour le parking GNR soit 4,2 tonnes • 5 tonnes de déchets contenant des hydrocarbures • 8 tonnes d'emballages contenant des résidus de substances dangereuses • 23 tonnes d'huiles usagées

La limitation de l'accès au site (clôture) est déjà comprise dans les prescriptions préfectorales du site, seul les panneaux d'interdiction d'accès au site sont inclus dans le calcul proposé par l'exploitant.

Le coût lié à l'installation de 3 piézomètres ainsi que les montants relatifs à la surveillance des eaux souterraines ont été intégrés dans le calcul proposé par l'exploitant.

Le projet d'arrêté préfectoral complémentaire a été communiqué à l'exploitant qui a formulé principalement l'observation suivante : les quantités de produits dangereux susceptibles d'être stockées sur le site doivent représenter 100 % des capacités installées (seules 20 % des capacités maximales ont été reprises dans le projet d'APC, correspondant aux capacités à prendre en compte dans le calcul des garanties financières). Le projet d'arrêté préfectoral complémentaire a été modifié pour tenir compte de cette remarque.

5. CONCLUSION ET PROPOSITIONS

En application des dispositions de l'article R.516-1 du Code de l'Environnement, nous proposons à Mr le Préfet d'Indre-et-Loire de fixer par arrêté complémentaire le montant des garanties financières applicables à la société SEYFERT PAPER à DESCARTES à deux cent soixante-six mille huit cent trente-sept euros et dix-sept centimes toutes taxes comprises (266 837,17€ T.T.C.) tel que précisé au paragraphe 3.

L'Inspection des installations classées propose à Mr le préfet d'Indre-et-Loire de soumettre le projet d'arrêté préfectoral complémentaire, joint au présent rapport, au prochain CODERST.